

9^e Réunion régionale européenne

Oslo, Norvège, 8-11 avril 2013

Emploi, croissance et justice sociale



Organisation
internationale
du Travail

Note d'introduction à la discussion thématique sur le chapitre 1: Elaborer des politiques favorisant une croissance riche en emplois

Depuis 2008, la région de l'Europe et de l'Asie centrale est aux prises avec une crise économique et financière qui a eu des conséquences dévastatrices sur l'économie réelle et le marché du travail. De nombreux pays sont parvenus à résister aux premiers assauts de la crise en établissant de manière coordonnée des plans de relance budgétaire, bien souvent dans le cadre d'un dialogue social tripartite. La remise à flot des institutions financières et le financement des plans de relance ont toutefois entraîné un important creusement des déficits publics dans beaucoup de pays. Les politiques de rigueur budgétaire adoptées ultérieurement – sans recourir ou presque au dialogue social – pour stabiliser les marchés financiers et permettre aux entreprises d'accéder de nouveau au crédit ont provoqué dans ces pays une nouvelle récession, tandis que le chômage atteignait des niveaux sans précédent dans l'UE, en particulier dans les pays d'Europe du Sud durement touchés par la crise. Les effets conjugués de cette progression du chômage, de la baisse des salaires réels, de la réduction des dépenses sociales et du renchérissement du coût de la vie ont alimenté la grogne sociale dans de nombreux pays d'Europe et d'Asie centrale. Il apparaît par ailleurs que les mesures d'austérité risquent, à long terme, de compromettre gravement la croissance économique et le développement social, compte tenu des déséquilibres structurels existants, du creusement des écarts de revenu et de la montée des inégalités sur le marché du travail.

Le rapport présente quelques exemples de stratégies macro-économiques qui permettraient de concilier promotion de l'emploi et impératifs budgétaires. Plus équilibrées, ces stratégies viseraient à réduire progressivement le rythme de mise en œuvre des mesures d'assainissement des finances publiques et à libérer ainsi des ressources qui pourraient

être affectées à l'indispensable transformation structurelle et productive des économies d'Europe et d'Asie centrale, ainsi qu'à leur modernisation technologique – en faveur notamment de technologies vertes susceptibles d'assurer des gains de compétitivité et de productivité. Divers moyens peuvent contribuer à promouvoir la pérennité des entreprises et leur potentiel de création d'emplois: instauration d'un environnement favorable, amélioration des infrastructures, rétablissement des flux de crédit aux entreprises (en particulier aux petites et moyennes entreprises, qui sont la plus grande source d'emplois), encouragement à l'investissement productif privé. Les ressources budgétaires nécessaires pourraient être mobilisées moyennant un élargissement de l'assiette fiscale, par diverses voies: meilleur recouvrement de l'impôt, réduction des exonérations fiscales, lutte contre l'évasion fiscale, progressivité de l'impôt, mise en place d'une écotaxe, taxation des transactions financières. Des politiques salariales visant la juste rémunération des travailleurs et une progression salariale indexée sur celle de la productivité seraient de nature à promouvoir un mode de consommation fondé non plus sur l'endettement, mais sur le revenu, et à donner un nouvel élan à la croissance économique. Simultanément, il importe que ces politiques économiques axées sur l'emploi soient complétées par des politiques du marché du travail qui favorisent l'apprentissage tout au long de la vie et l'intégration des groupes vulnérables, en particulier des jeunes, ainsi que par des politiques sociales visant à lutter contre la pauvreté et à assurer à tous une protection sociale appropriée. L'élaboration d'une telle stratégie, tout comme la recherche et la mise en œuvre des mesures les plus efficaces, seront impossibles sans dialogue social, sans concertation et sans collaboration stratégique entre les organisations d'employeurs et de travailleurs et les gouvernements.

Les participants à la table ronde voudront sans doute débattre des questions suivantes:

1. Le rapport préconise l'adoption de stratégies de croissance équilibrée à forte intensité d'emplois qui favoriseraient le développement durable, la croissance économique et la création d'emplois de qualité aux niveaux non seulement national, mais aussi régional et local (par exemple dans les régions et les villes dites mono-industrielles ou les régions en situation de dépression économique en général). Pour qu'elles contribuent effectivement à prévenir ou surmonter les crises, de telles stratégies doivent découler d'un accord élaboré dans le cadre du dialogue social aux niveaux national ou régional. Selon vous, à l'heure actuelle, votre gouvernement et les partenaires sociaux sont-ils résolus à conclure un accord qui faciliterait la reprise économique (par exemple sous la forme d'un pacte social)? Quelles mesures doivent être prises pour renforcer ce type d'engagement et de collaboration?
2. Le rapport analyse des politiques macroéconomiques favorables à l'emploi qui stimulent l'investissement, tant public que privé, dans le monde du travail et l'économie réelle. Pour de nombreux pays qui font face à d'impérieuses contraintes budgétaires, il s'agit d'un défi de taille. Etes-vous de cet avis ou pensez-vous qu'il existe d'autres moyens et d'autres pistes pour concilier les contraintes budgétaires et la nécessité urgente de remettre l'Europe au travail? Que faire pour augmenter la marge de manœuvre budgétaire et donc l'investissement? Votre pays a-t-il, selon vous, conçu les politiques qui s'imposent? Les partenaires sociaux et le dialogue social pourraient-ils jouer un rôle actif à cet égard? Que peut faire le BIT pour aider davantage l'ensemble des pays, et plus particulièrement le vôtre?
3. Les politiques fiscales et salariales peuvent contribuer à réduire les inégalités croissantes de revenus et à surmonter la récession en stimulant la demande, l'investissement, la croissance et l'emploi à l'intérieur. Selon vous, cette affirmation est-elle pertinente pour votre pays, compte tenu du contexte politique et économique; le dialogue social y est-il suffisamment fort pour obtenir les changements de politiques salariales et fiscales qui s'imposent?
4. L'acquisition par la main d'œuvre de savoir et de compétences adaptés de même que l'acquisition d'expérience de gestion et de savoir-faire par les entreprises forment des éléments clés d'une nouvelle politique industrielle, qui favoriserait compétitivité, reprise et croissance durables, ainsi que la création d'emplois décents, particulièrement cruciaux pour les pays fortement dépendants de l'exportation de matières premières ou dont le secteur de l'exportation est peu développé. Cela suppose d'adopter une stratégie globale visant à renforcer les systèmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels à l'intention des jeunes et des adultes, et d'aider systématiquement les entreprises à tirer des enseignements de la coopération avec les entreprises étrangères, notamment les multinationales. A cet égard, quels sont les principaux obstacles à surmonter dans votre pays et comment le BIT pourrait-il vous aider?
5. L'écologisation de l'économie est considérée comme un exemple de politique industrielle réussie. Si, d'un côté, elle ouvre de nouvelles perspectives pour le développement durable et la création d'emplois décents, elle a cependant aussi une part de responsabilité dans les répercussions sociales négatives que subissent les industries en perte de vitesse et les régions qui dépendent de ces industries. Le cadre pour une transition juste de l'OIT propose à cet égard un ensemble de politiques sociales et de politiques du marché du travail. Que peut faire le BIT pour aider votre pays à renforcer ces politiques de façon à optimiser les efforts déployés par les travailleurs et les employeurs pour s'adapter au changement?
6. On considère que les petites et moyennes entreprises et les entreprises d'économie sociale sont aujourd'hui les principales sources de création d'emplois. Le cadre stratégique, législatif, institutionnel et d'investissement en vigueur dans votre pays est-il propice à leur développement et à leur capacité de créer des emplois? Quels sont les principaux obstacles et quel type d'assistance le BIT pourrait-il fournir à cet égard?